

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 04 MAI 2011

WOENSDAG 04 MEI 2011

Après-midi

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 25 et présidée par M. Siegfried Bracke.

Le **président**: Les questions n° 2963, n° 4184 et n° 4334 de M. Calvo sont transformées en questions écrites.

01 Question de M. Peter Luykx au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la visite d'État en Allemagne" (n° 3780)

01.01 Peter Luykx (N-VA): Le premier ministre a-t-il abordé le dossier du Rhin de fer lors de sa visite d'État en Allemagne les 29 et 30 mars derniers? La chancelière Angela Merkel et le président Wulff ont-ils mentionné les démarches que l'Allemagne est disposée à entreprendre? A-t-il également été question de la suppression de l'indexation automatique des salaires?

01.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Mme Merkel n'était pas compétente en ce qui concerne la suppression de l'indexation automatique des salaires. Par contre, lorsque nous nous sommes rencontrés au Conseil européen, nous avons effectivement abordé la question. Entre-temps, on y est également revenu à de meilleurs sentiments à cet égard.

Avec la chancelière allemande, Mme Merkel, nous nous sommes effectivement entretenus du Rhin de fer. J'ai également abordé la question avec le président Wulff, mais dans une moindre mesure. Ses compétences ne sont en effet pas orientées en premier lieu sur les dossiers concrets. Comme l'avait déjà démontré un entretien antérieur avec M. Voigtsberger, le ministre compétent de Rhénanie du Nord-Westphalie, l'Allemagne a confirmé, lors de ces nouveaux contacts, son réel intérêt pour la mise en œuvre du dossier du Rhin de fer. Nous allons poursuivre les discussions en la matière de manière plus structurée avec les trois pays concernés.

J'ai eu un entretien à l'aéroport de Francfort avec DB Schenker, la plus grosse entreprise de logistique allemande. Elle peut être un acteur majeur dans le dossier de réactivation du Rhin de fer. Ce contact a eu lieu lors de ma visite à la Banque centrale européenne.

Entre-temps, M. Rutte, ministre-président des Pays-Bas, a également réagi à mon courrier demandant de réinscrire le dossier à l'ordre du jour. M. Rutte y est disposé et Mme Melanie Schultz van Haegen, ministre de l'Infrastructure et de l'Environnement a été désignée comme interlocutrice de notre ministre Mme Vervotte. J'évoquerai notamment le dossier du Rhin de fer lors de ma rencontre avec M. Rutte le 24 mai prochain à La Haye.

L'entretien avec Mme Merkel s'est terminé sur une note positive. Berlin est disposé à libérer les moyens nécessaires par le biais de la Deutsche Bahn et du ministère fédéral. Le problème a été clairement balisé, à savoir l'octroi d'une licence par la Rhénanie du Nord-Westphalie. Quelques semaines auparavant, j'ai eu en Belgique, un entretien avec le ministre compétent de la Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Voigtsberger.

Une série d'autres dossiers de fond ont également été abordés à l'occasion de ma visite parmi lesquels: les

possibilités offertes par la modification du Traité Benelux de ne plus uniquement travailler dans le cadre du Benelux, mais également dans les régions frontalières limitrophes comme la Rhénanie du Nord-Westphalie et l'implication du Baden-Württemberg dans le fonctionnement du Benelux, l'énergie nucléaire et le projet MYRRHA, le problème de la livraison de matériel ferroviaire et le contrat mixte Bombardier-Siemens pour le RER.

En ce qui concerne le Rhin de fer, le ministre-président, M. Rutte, a confirmé la volonté de lancer le débat entre les trois pays concernés. J'ai déjà demandé à la ministre Vervotte d'entreprendre les démarches nécessaires à cet effet. Je pense que le secrétaire d'État Schouppe a également un rôle à jouer dans ce dossier. Il se rendra d'ailleurs sous peu à Leipzig, où le dossier du Rhin de fer pourra être examiné dans un cadre plus large.

Dans son action de lobbying, le gouvernement a toujours insisté sur la dimension européenne du dossier et sur l'idée de faire du Rhin de fer l'un des axes du réseau de transport transeuropéen. Il est important, dans le cadre européen, de sélectionner des axes de transport qui puissent être gérés à l'échelon européen, et le Rhin de fer en fait certainement partie.

Le **président**: Le premier ministre met son échange de courrier avec M. Rutte à la disposition de M. Luyckx.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Kattrin Jadin au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le rachat de Brussels Airlines par Lufthansa" (n° 2885)

02.01 Kattrin Jadin (MR): En 2008, la Lufthansa a décidé de racheter 45 % de la SN Airholding, la maison-mère de Brussels Airlines. L'accord prévoyait également que la Lufthansa pouvait racheter en 2011 les 55 % restants pour un maximum de 185 millions d'euros. Je crois savoir que ce rachat s'est fait récemment.

Quel est le pourcentage détenu actuellement par la Lufthansa dans Brussels Airlines? Connaissez-vous les intentions du groupe allemand à ce sujet? Que va-t-il advenir des fonds dégagés par cette transaction? Enfin, ce rachat est-il une bonne chose selon vous?

02.02 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Les sociétés concernées sont privées et il ne m'incombe donc pas de faire des commentaires, puisque que je n'ai ni la compétence ni une connaissance approfondie du dossier. J'ai des contacts informels tant avec la direction de la Lufthansa qu'avec les représentants des intérêts belges dans l'aviation et à l'aéroport de Zaventem. Mais je ne peux vous répondre sur l'option de rachat des 55 % restants et je ne peux m'exprimer sur les intentions de la Lufthansa.

De même, il ne m'appartient pas de m'exprimer sur l'opportunité d'un investissement fait par une société privée.

L'incident est clos.

03 Question de M. Georges Gilkinet au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation avec les gouvernements fédérés quant aux trajectoires budgétaires du programme de stabilité et de croissance élaboré par le kern" (n° 4059)

03.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le *kern* s'est penché le 13 avril sur les chiffres à présenter à l'Europe dans le cadre du programme de stabilité et de croissance. Il semblerait que non seulement le gouvernement flamand ait été concerté sur la copie belge du pacte de stabilité et de croissance mais qu'au surplus, le ministre-président flamand aurait marqué son accord sur les trajectoires envisagées par le *kern*.

Quelle forme a prise la concertation avec les entités fédérées? Le ministre-président flamand a-t-il marqué son accord en son nom propre ou au nom de son gouvernement? Les ministres-présidents wallon et bruxellois ont-ils marqué leur accord? Quel est le calendrier de travail intergouvernemental belgo-belge sur le sujet? Quand rencontrerez-vous les gouvernements fédérés sur le sujet dans le cadre d'un comité de concertation?

03.02 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Pour la rédaction de la partie Entité II du programme pluriannuel de stabilité qui concerne les Régions et Communautés, nous nous sommes basés sur les chiffres du solde net à financer de 2012 et sur la trajectoire pluriannuelle que les entités fédérées avaient reprise dans leurs propres documents.

Nous avons suivi, à la lettre, l'avis du Conseil supérieur des Finances, un organe "interfédéral" au sein duquel les entités fédérées sont représentées.

L'exception faite à cette trajectoire concerne surtout l'année 2014. Comme nous n'avons pas ventilé 2013-2014, les soldes concernés n'ont pas été précisément ventilés. C'est à ce propos que j'ai eu un contact informel avec le ministre-président flamand.

La question de savoir s'il a marqué son accord n'est pas à l'ordre du jour, puisqu'il n'entrait pas dans mes ambitions de conclure un accord de concertation avec les entités fédérées. J'ai simplement repris les chiffres qu'elles ont elles-mêmes communiqués à leur Parlement.

En ce qui concerne la trajectoire dans son ensemble, je me suis basé sur l'avis du Conseil supérieur des Finances. Étant donné les affaires courantes, la volatilité des soldes ainsi que les négociations sur la loi de financement, nous n'avons ni ventilé, pour 2014, ni consolidé les objectifs budgétaires au niveau fédéral sur les différentes entités.

03.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vous avez donc eu un contact informel avec le ministre-président flamand uniquement.

03.04 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Un problème se posait au niveau du gouvernement flamand, dans la mesure où la position de ce dernier déviait de l'élément le concernant avancé par le Conseil supérieur des Finances. Sa position politique était d'établir l'équilibre, mais pas plus. Du temps où j'étais ministre-président, j'ai fait des surplus.

03.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je vous invite à vous concerter avec chaque entité de la même façon et le plus formellement possible. Il serait utile de réunir un comité de concertation.

03.06 Yves Leterme, premier ministre (*en français*): Je n'ai pas encore trouvé dans la Constitution, les lois spéciales ou le traité européen une imposition ou une invitation pour le fédéral à discuter préalablement au dépôt du programme de stabilité.

03.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les trajectoires budgétaires décidées par le gouvernement fédéral ont bel et bien un impact sur les entités fédérées et leurs gouvernements. Il faut aller plus loin que le respect formel de la Constitution ou des traités.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3864 de Mme Smeyers est reportée. La question n° 4406 de M. Dedecker sera posée demain en séance plénière.

04 Question de M. Bruno Valkeniers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "le calcul du Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving (VIVES) concernant les transferts de la Flandre vers la Wallonie" (n° 4305)

04.01 Bruno Valkeniers (VB): Il y a quelque temps, le Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving (VIVES) de la KULeuven a publié une étude relative aux transferts des charges d'intérêts sur la dette publique fédérale entre les Régions belges. Compte tenu de ces dernières, le total des transferts entre la Flandre et Wallonie/Bruxelles s'élèverait à 11 milliards d'euros par an.

Le ministre peut-il confirmer ces chiffres? Les assainissements budgétaires des prochaines années en tiennent-ils compte? Quelles autres mesures le gouvernement en affaires courantes peut-il élaborer ou mettra-il en place pour remédier à cette distorsion?

04.02 Yves Leterme, premier ministre (*en néerlandais*): Toute étude est utile, mais en ce qui concerne celle-ci, mes collaborateurs s'interrogent sur le caractère scientifique d'un certain nombre d'éléments. Je comprends que M. Valkeniers pose la question, mais un gouvernement en affaires courantes n'a pas à faire de commentaires à ce sujet. Le débat sur l'éventuelle modification des flux de financement entre les Communautés et les Régions se tient en d'autres lieux et laisse apparaître d'importantes avancées. Si quelques jours de répit supplémentaires nous sont accordés, nous saurons si le problème est résolu.

04.03 Bruno Valkeniers (VB): Si ma question était prévisible pour le premier ministre, sa réponse l'était tout autant pour moi. J'aimerais lui conseiller, ainsi qu'à ses collaborateurs, d'analyser une fois encore en détail l'étude réalisée par le groupe de réflexion In de Warande. En la matière, l'élite politique a tendance à adopter la politique de l'autruche mais je pense que le thème reviendra assurément à la vitesse d'un boomerang.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 4213 de M. Ducarme est reportée.

Nous passons à présent aux questions adressées au ministre de l'Intérieur. Les questions n° 3956 de Mme Dierick, n° 4065 de M. Van den Bergh et n° 4266 de Mme Jadin sont transformées en questions écrites. Les questions n°s 4307, 4308 et 4255 de Mme Galant sont reportées.

05 Questions jointes de

- **Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les contrôles accrus à nos frontières suite à la décision de l'Italie d'accorder un visa Schengen à 25 000 Tunisiens débarqués à Lampedusa" (n° 4257)**
- **Mme Daphné Dumery à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en place de contrôles frontaliers sur le territoire belge" (n° 4265)**

05.01 Daphné Dumery (N-VA): La semaine passée, la N-VA a préconisé l'organisation de contrôles aux frontières pour lutter contre les effets de la délivrance d'autorisations de séjour temporaires, notamment par l'Italie. M. Wathelet a estimé que les contrôles actuels, réalisés aux terminaux de Zaventem et Charleroi, étaient suffisants. À ses yeux, les contrôles à la frontière relèvent d'ailleurs des compétences de la ministre de l'Intérieur.

Des contrôles seront-ils organisés à nos frontières? Pourquoi ne prend-on actuellement en considération que les aéroports, alors même que les intéressés arrivent principalement par voie routière et ferroviaire? Quelles autres mesures la ministre prendra-t-elle pour lutter contre la migration massive?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La réalisation de contrôles aux frontières par la police relève en effet de mes compétences en ce qui concerne l'aspect opérationnel, tandis que la politique relative à la surveillance des frontières dépend de M. Wathelet. Les services de police effectuent des contrôles aux frontières à la demande du secrétaire d'État. Des contrôles ont déjà été réalisés sur des vols en provenance d'Italie en vue de détecter les personnes d'origine tunisienne. Au cours de ces contrôles, les agents ont vérifié si les intéressés étaient en mesure d'expliquer le but de leur visite dans notre pays et s'ils satisfaisaient à toutes les conditions justifiant la délivrance d'une autorisation de séjour.

Ils doivent disposer de suffisamment d'argent pour financer leur séjour dans notre pays, d'un billet d'avion de retour ou de l'argent nécessaire pour l'acheter.

Entre le 14 et le 18 avril, 109 vols aériens ont ainsi été contrôlés à Zaventem. Tous les passagers remplissaient les conditions de revenus. À Charleroi, 16 vols ont été contrôlés et deux Tunisiens ne remplissaient pas les conditions requises. Leur dossier a été transmis à l'Office des Étrangers.

05.03 Daphné Dumery (N-VA): Pour autant que M. Wathelet les instaure, les moyens sont-ils suffisants pour assurer les contrôles aux frontières?

05.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): J'essaie, dans la mesure du possible, d'exécuter les demandes de mes collègues. Les chiffres démontrent que, comme me l'avait demandé M. Wathelet, des contrôles ont effectivement été réalisés.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions jointes n^{os} 4162 et 4163, la question n° 4322 et la question n° 4331 de M. Jadot sont transformées en questions écrites.

06 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "les adresses de référence" (n° 4215)

06.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le SPF Intérieur aurait fait parvenir aux communes des instructions sur les demandes d'inscription en adresse de référence chez un particulier.

Quelles sont les instructions en la matière? Qu'entendez-vous par utilisation abusive de celles-ci? Qu'a-t-on déjà constaté comme types d'abus?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Les instructions relatives à la tenue des registres de population du 1^{er} juillet 2010 offrent la possibilité pour les sans-abri de s'inscrire en adresse de référence chez une personne physique. Les conditions et les modalités de cette inscription sont les mêmes que pour l'inscription en adresse de référence auprès d'un CPAS. Cette possibilité est destinée à des catégories de personnes bien précises afin que les instances officielles et organismes de sécurité sociale puissent les joindre.

En vue d'éviter les abus, il est demandé aux communes de contrôler si le demandeur ne dispose pas déjà d'une adresse principale. En effet, il arrive que des individus disposant d'une résidence principale, mais lourdement endettés, déclarent être sans-abri. Ils essaient alors d'obtenir une adresse de référence afin de se soustraire à leurs créanciers ou aux huissiers.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "le blocage du centre fermé 127bis et le blocage des journalistes par la police" (n° 4347)**

- **M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "les actions entreprises contre le vol Frontex vers l'Afrique" (n° 4370)**

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): À l'occasion de l'expulsion par vol Frontex de 60 personnes originaires de la RDC, des manifestants se sont enchaînés devant le centre fermé 127bis. Les journalistes se sont vus interdire d'approcher les manifestants et de filmer ou photographier depuis les champs voisins.

Êtes-vous au courant de cette limitation au droit de la presse? Quelle est l'autorité qui dirigeait cette opération? Êtes-vous au courant des violences que les activistes ont subies lors de l'évacuation?

Le **président**: La question de M. Francken jointe à la précédente question est supprimée.

07.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'Office des Étrangers ainsi que la police fédérale aéronautique de l'aéroport national étaient chargés de cette opération. La presse a été tenue à distance afin de respecter la vie privée des intéressés et d'éviter des problèmes de sécurité.

Dix-sept manifestants ont fait l'objet d'une arrestation administrative parce qu'ils essayaient de bloquer le passage des bus. Certains manifestants se sont enchaînés et ont livré une résistance passive. Le *lock-on team* de la police fédérale est parvenu à les dégager avec un minimum d'usage de la force. Aucun manifestant n'a été blessé.

Deux jeunes femmes s'étaient enchaînées à des tubes métalliques enfoncés dans un fût rempli de béton placé au milieu de la rue. La police s'est vue obligée de dégager cet obstacle petit à petit, à l'aide d'un véhicule. Le *lock-on team* a dû démolir le béton pour dégager les jeunes femmes, qui ont été protégées.

(*En néerlandais*) Ce n'est qu'en cas d'arrestation judiciaire qu'une infraction est mise à charge de la personne concernée. Un procès-verbal d'information est également établi pour chaque arrestation administrative et chaque intervention au cours de laquelle la police a recours à la force.

Les sympathisants du NoBorder Network sont principalement des pacifistes. Seuls quelques-uns ont voulu détourner cet événement à des fins plus extrémistes. Dans un État de droit démocratique, les autorités sont responsables du maintien de l'ordre, mais chaque citoyen peut exprimer son opinion ou mener des actions non violentes.

07.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Lorsque les journalistes ont voulu approcher les manifestants, les personnes qui attendaient leur éloignement étaient encore dans le centre fermé. Leur vie privée n'était donc pas en danger. De plus, les journalistes belges n'ont pas pour habitude de mettre qui que ce soit en danger. Il est important que cette évaluation soit faite et qu'on rappelle l'importance de la liberté de la presse.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la gestion des plaintes homophobes par la police" (n° 4403)

08.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): À la suite d'agressions homophobes, la majorité des victimes hésitent encore à porter plainte. Différentes expériences sont menées par les polices locales comme à Anvers et Liège et le secrétaire d'État Bruno Delille est occupé à lancer une campagne, en Région bruxelloise, pour encourager les personnes à porter plainte.

De quelles données disposez-vous en matière d'agression des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes (LGBTI)? Disposez-vous de chiffres par Région et de statistiques sexuées?

Les enregistrements sont-ils en hausse?

Les plaintes des personnes transgenres et intersexes sont-elles aussi prises en compte dans ces données?

Quelle est la politique développée en la matière et quelles ont été les actions menées en 2010 par le service Égalité et Diversité de la police fédérale?

Des documents de sensibilisation spécifiques existent-ils à destination des policiers?

Qu'en est-il de la collaboration avec les acteurs de terrain?

Une circulaire 14/2006 du Collège des procureurs généraux vise à permettre un meilleur enregistrement des dossiers relatifs aux actes à caractère homophobe. Comment les policiers en sont-ils informés?

Y a-t-il eu un suivi à la campagne d'affiche de 2007 à destination des policiers et une évaluation?

Quelles sont les formations dispensées sur ces réalités diverses et combien de personnes visent-elles?

Quels sont les conseils donnés en matière d'accueil des victimes?

D'après une étude commandée par le Centre pour l'égalité des chances, la majorité des agressions ont lieu la nuit aux alentours des endroits de sortie LGBTI. Dès lors, l'attention est-elle accrue pour sécuriser ces alentours? Quels sont les résultats de l'enquête menée auprès des policiers sur leur vécu au travail?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Conformément à la loi du 10 mai 2007, l'enregistrement de l'homophobie se fait sur base d'un code spécifique. Les données chiffrées à la banque BNG pour les années 2008 et 2009 ainsi que pour les trois premiers trimestres de 2010 sont les suivantes: 34 en 2008, 56 en 2009 et 43 jusqu'en septembre 2010. Pour Bruxelles-Capitale, il y a eu 6 en 2008, 18 en 2009 et 8 jusqu'en septembre 2010. Pour la Région flamande, il y en a eu 4 en 2008, 8 en 2009 et 10 en 2010. Pour la Région wallonne, il y en a eu 24 en 2008, 30 en 2009 et 25 en 2010.

Un des piliers de la politique de la police fédérale, en matière d'égalité des chances, est la lutte contre l'homophobie. Une grande part est accordée à la sensibilisation et à la formation. Un groupe de travail mène actuellement une réflexion sur ces questions et une enquête, qui rassemble des témoignages de

collaborateurs au sujet de leurs expériences en la matière, est diffusée via internet. Il en ressort le besoin de mettre en place un réseau pour les membres du personnel LGBTI. Une association LGBTI devrait également être créée.

Un DVD intitulé *Le (la) policier(ère) idéal(e)* a été élaboré comme outil didactique à l'attention de toutes les entités de la police intégrée. Trimestriellement, le service Égalité et Diversité de la police fédérale publie une *newsletter* dans laquelle figurent des bonnes pratiques dont certaines ont trait au thème LGBTI.

Dans le cadre de la formation continuée spécifique "Diversité identitaire et orientation sexuelle", dispensée depuis 2007, l'accent est mis sur l'importance de compléter la case avec la mention "caractère homophobe" dans les procès-verbaux. Le transgenre et l'intersexualité sont également abordés lors de cette formation. En 2010, 4 sessions, suivies par 53 participants, ont été organisées. D'autres formations, plus succinctes, abordent ce thème également, par ailleurs intégré dans la formation de base.

L'accueil des victimes est une des 7 fonctionnalités de base de la police locale. Les principes en sont repris dans la circulaire GPI 58 du 4 mai 2007. Le cas échant, les services spécialisés de la police fédérale offrent un appui.

08.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): En 2002, j'avais interrogé M. Duquesne. Aucune formation en ce domaine n'était organisée à ce moment-là. Une nette amélioration est désormais visible. Il importe que ces réalités qui concernent des personnes fragiles et particulièrement visées par les agressions, soient prises en compte.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Katrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie dans les Hautes Fagnes" (n° 4266)**

- **Mme Linda Musin à la ministre de l'Intérieur sur "la gestion de l'incendie dans les Hautes Fagnes" (n° 4371)**

09.01 Katrin Jadin (MR): Je salue ici les pompiers qui se sont battus pour venir à bout de l'incendie qui a récemment ravagé les Fagnes.

M. Gilbert, président de la Fédération Royale des Corps de Sapeurs-Pompiers de Belgique, affirmait lors d'une interview que nos pompiers, dans les Fagnes, seraient limités au niveau du matériel (système hélicoptère notamment) et qu'une réforme serait nécessaire.

Une convention européenne a-t-elle été signée par la Belgique suite aux importants incendies qui avaient ravagé la Grèce il y a quelques années, concernant les systèmes de prise d'eau par hélicoptère ou par avion?

Quels moyens comptez-vous mettre en œuvre? Que coûterait un système hélicoptère plus adapté?

09.02 Linda Musin (PS): Plus de 300 hommes, venus de quinze services d'incendie belges, mais aussi allemands, ont été dépêchés pour lutter contre les flammes. Plus de 70 véhicules lourds ainsi que la protection civile ont été mobilisés. Nous pouvons saluer leur travail remarquable.

Le plan catastrophe provincial a-t-il été mis en place? Quel est votre sentiment sur la gestion de la catastrophe par les autorités compétentes? La coordination entre les différents services belges et entre services belges et allemands s'est-elle déroulée correctement?

Nos services de sécurité civile devraient-ils se doter d'engins aériens leur permettant d'accéder aux zones inaccessibles aux autopompes?

09.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'ampleur extraordinaire de l'incendie qui s'est déclenché dans les Fagnes fin avril a eu pour conséquence le déclenchement de la phase provinciale du plan catastrophe du 25 avril 2011. Je félicite les pompiers ainsi que les autres services, qui n'ont pas ménagé leurs efforts.

Les pompiers belges disposent d'un système hélicoptère permettant de décharger de l'eau par les airs, qui n'appartient pas directement aux services d'incendie, mais qui peut être mis à leur disposition, soit en faisant appel au service d'appui aérien de la police fédérale, soit en faisant appel aux services de police allemands ou à l'armée allemande (il existe un protocole d'accord entre la Région wallonne et ces deux services allemands). Si nos services d'incendie ont encore besoin d'un renfort, ils peuvent faire appel à des moyens hélicoptères au niveau européen.

Dans les Fagnes, les hélicoptères déchargeant de l'eau provenaient du service d'appui aérien de la police fédérale belge et du service de police allemand. La collaboration semble avoir très bien fonctionné.

Le système de coopération étant parfaitement fonctionnel, il m'apparaît difficilement justifiable de doter les services d'incendie d'un moyen coûteux (8 millions d'euros d'investissements et 1 million par an de frais de fonctionnement).

09.04 Katrin Jadin (MR): Je comprends que, si le protocole de coopération a bien fonctionné concernant le déploiement d'hélicoptères pour procéder à l'extinction du feu, il n'est pas envisageable d'en doter nos services d'incendie.

Ce qui m'étonne, par contre, c'est qu'il n'ait pas été fait appel aux moyens hélicoptères européens dans le cas d'un incendie de l'ampleur que nous avons observée. La région regorge de lacs et la mer n'est pas loin: sans doute y avait-il là une opportunité que nous n'avons pas saisie.

09.05 Linda Musin (PS): En effet, à entendre le coût de l'investissement, il y a matière à réflexion. Sans doute y a-t-il matière à aller encore plus avant au niveau européen.

L'incident est clos.

10 Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "la circulaire CP3 relative au système du contrôle interne dans la police intégrée" (n° 4286)

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): La circulaire CP3 relative au système du contrôle interne dans la police intégrée vient d'être publiée. Sa finalité consiste à faire en sorte que le concept de contrôle interne ait droit de cité dans le fonctionnement de la police.

Un calendrier a-t-il été fixé en vue de sa mise en œuvre? Sur quel appui méthodologique externe les zones de police pourront-elles compter? Quel rôle la Direction de la gestion optimale et de l'excellence dans la fonction de police est-elle appelée à jouer dans ce contexte? Par quels autres services cet appui peut-il être garanti? Comment détermine-t-on à quels audits il convient de procéder par priorité? Comment les différents services d'audit sont-ils harmonisés?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Le concept du contrôle interne implique que chacun, qu'il soit homme ou femme, doit prendre ses responsabilités dans le cadre d'une stratégie consistant à signaler d'abord les risques ou les dysfonctionnements éventuels puis à y remédier ou à y faire remédier. En instaurant ce concept, nous abandonnons du même coup le vieux principe dit *top-down*. C'est la raison pour laquelle cette circulaire n'impose pas de mesures strictes applicables à tous. En outre, il convient de tenir compte de ce qui a déjà été édifié ou élaboré sous le dénominateur contrôle interne. Pour ces deux motifs, il n'a pas été prévu à proprement parler de calendrier.

Afin d'éviter néanmoins que les services de police n'appliquent pas ces principes, il a en revanche été prévu dans la circulaire que les initiatives en la matière devront être intégrées dans le prochain plan de sécurité. Chaque service de police choisira, d'une part, la manière dont il commencera à s'inscrire dans ce concept et, d'autre part, les processus organisationnels sur lesquels il devra se pencher par priorité.

Actuellement, nous tentons de déterminer la manière dont tout cela pourrait être incorporé dans les prochains plans de sécurité nationaux dont la préparation doit être amorcée dès cette année.

L'appui méthodologique externe sera, de même, fonction du choix autonome de chaque corps en tant que tel.

À l'heure où nous parlons, plusieurs services publics ont déjà commencé à faire application des principes du système du contrôle interne, notamment le SPF Finances et le ministère de la Communauté flamande. Il est évident que la Direction de la gestion optimale et de l'excellence dans la fonction de police au sein de la police fédérale pourront apporter leur pierre à cet édifice. Chaque service de police choisira évidemment l'appui qu'il jugera le plus adéquat compte tenu des circonstances, de l'environnement et du background du corps.

Dans la CP3, il est question de l'audit interne, une fonction qui aujourd'hui n'est réellement remplie en conformité avec ce qui était initialement prévu que dans un petit nombre de corps. Dans le passé, le Comité P et l'Inspection générale ont défendu un point de vue selon lequel la première circulaire CP3 devait être rédigée avant qu'ils harmonisent entre eux leurs missions respectives. À mon sens, cette condition de base est aujourd'hui remplie.

10.03 Koenraad Degroote (N-VA): Je souhaite émettre certaines réserves en ce qui concerne le calendrier.

L'incident est clos.

11 Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les informations provenant des registres de la population dans le cadre de la législation sur la protection de la vie privée" (n° 4303)

11.01 Koenraad Degroote (N-VA): Tous les pouvoirs locaux ou presque organisent à la maison communale des réceptions à l'intention de couples qui fêtent leur anniversaire de mariage et manifestent une certaine sollicitude à l'égard de leurs habitants centenaires.

Les canaux d'information communaux les mentionnent systématiquement. Cette publication serait néanmoins contraire à la loi sur la protection de la vie privée et sur la gestion des registres de la population. Une réunion a récemment été organisée à ce sujet avec des représentants du SPF Intérieur, de l'*Agentschap Binnenlands Bestuur* et de la VVSG.

Quels en sont les résultats concrets? Est-il toujours permis, comme cela se fait actuellement, de communiquer les noms des intéressés au Palais et à la province? Les administrations communales peuvent-elles publier dans les canaux d'information habituels une liste reprenant uniquement le nom des intéressés?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Ce problème a été traité au sein du groupe de travail Affaires civiles de la VVSG le 10 mars 2011. Il a été décidé que l'administration du ministre flamand des Affaires administratives rédigerait en concertation une circulaire comportant les directives en la matière pour les administrations communales. Un projet est actuellement soumis à l'avis de la Commission de la protection de la vie privée. D'un point de vue légal, l'administration communale ne peut consulter les registres de la population et le registre des étrangers qu'à des fins internes mais cette disposition ne doit pas être interprétée dans un cadre trop limitatif. Une consultation en vue de l'invitation des jubilaires est possible si elle est réglée par le conseil communal ou le collège. Cela vaut également pour les informations destinées au Palais ou à la province. La publication dans un bulletin d'information communal est également possible, sauf objection de la personne concernée.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Muriel Gerkens à la ministre de l'Intérieur sur "un incident d'irradiation lors d'un traitement radiothérapeutique survenu dans un hôpital du pays" (n° 3926)

12.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Le 29 mars dernier, l'AFCN a été informée par un hôpital qu'une patiente avait reçu des doubles doses de radiations lors d'un traitement radiothérapeutique et que cette erreur de dosage avait entraîné des réactions cutanées. Il paraît que le problème vient de la manière dont les doses étaient calculées et contrôlées pendant l'émission.

Comment devait se dérouler la procédure qui n'a, apparemment, pas été respectée? Comment l'AFCN a-t-elle évalué, après cet incident, les contrôles réalisés par l'organisme de contrôle chargé de vérifier les

installations et leur utilisation dans cet hôpital? Quelle suite comptez-vous y donner? Pourriez-vous nous décrire les contrôles et les consignes pour éviter ce type d'erreur?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Pour chaque traitement radiothérapeutique, une procédure est rédigée sous la responsabilité du praticien. Elle décrit les étapes du traitement et prévoit des mesures pour réduire le plus possible les risques d'erreur. Elle comprend des mesures de sécurité générales comme l'identification correcte du patient et des mesures plus spécifiques comme le ciblage du faisceau, la délimitation de la zone à irradier et la dose à délivrer.

Pour le cas en question, cette procédure était disponible mais n'a pas été respectée. Une copie a été envoyée à l'AFCN, tout comme le rapport d'incident détaillé comprenant les analyses et les conclusions du service de radiothérapie concerné ainsi que les mesures correctrices apportées pour éviter une répétition de l'incident.

Malgré ce rapport, les raisons pour lesquelles la procédure n'a pas été respectée restent peu claires. Elles feront l'objet d'un examen sur place dans les prochains jours par l'AFCN avec le médecin traitant, le radiophysicien médical, les infirmiers et le coordinateur de qualité.

Il appartient à l'exploitant d'une installation radiologique de veiller à ce que soient mis en œuvre des programmes appropriés d'assurance de qualité. Il doit avoir la collaboration d'un expert en radiophysique médicale pour cela.

L'AFCN analysera l'incident en profondeur et diffusera la description de l'incident et les mesures correctrices prises vers les autres centres radiothérapeutiques afin d'éviter la répétition d'un tel incident.

En outre, l'AFCN organise des tables rondes avec le secteur de la radiothérapie en vue de prévenir les incidents.

Une deuxième action de l'AFCN a consisté en la mise sur pied d'un programme d'audit triennal des appareils d'irradiation. Fin 2011, tous les appareils auront été contrôlés au niveau mécanique et dosimétrique.

Un autre volet concerne le système de gestion de la qualité qui doit être appliqué dans tous les services de radiothérapie. De plus, l'AFCN a conclu un accord avec le SPF Santé publique et le Collège des médecins en radiothérapie pour que cinq services de radiothérapie cette année emploient un fonctionnaire qualité rémunéré par la Santé publique. En tout, 25 services bénéficieront de cette mesure dans les cinq prochaines années.

Lorsque ce système sera en route, le Collège des médecins en radiothérapie en fera l'audit et, s'il est positif, un label de qualité sera décerné pour cinq ans.

12.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): À aucun moment, vous n'avez parlé d'un organisme de contrôle, qui effectue les contrôles lorsque l'Agence ne s'en charge pas. J'irai consulter sur le site les résultats des travaux qui ont été produits.

Dans un mois, je reposerai peut-être la question sur cet incident qui n'a toujours pas trouvé d'explication claire.

L'incident est clos.

13 Questions jointes de

- **M. Éric Thiébaud** à la ministre de l'Intérieur sur "l'éventuelle menace terroriste pour notre pays suite à la mort du dirigeant d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden" (n° 4394)
- **Mme Ingeborg De Meulemeester** à la ministre de l'Intérieur sur "la sécurité des ambassades en Belgique à la suite de la mort de Oussama Ben Laden" (n° 4402)
- **M. Jan Van Esbroeck** à la ministre de l'Intérieur sur "la menace terroriste accrue" (n° 4411)

Le **président**: La question n° 4402 de Mme De Meulemeester sera posée demain en séance plénière. M. Thiébaud est excusé.

13.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): La mort d'Oussama Ben Laden a été suivie d'appels à la vengeance et à la violence. J'ai l'impression que, dans le monde entier, la menace d'attaques terroristes est montée d'un cran. Dans notre pays, l'état d'alerte terroriste est resté au niveau 2, à l'exception de l'ambassade des États-Unis et des intérêts américains en Belgique, pour lesquels le degré de vigilance est passé au niveau 3.

Les services de sécurité et de renseignement accordent-ils une attention particulière à la surveillance des organisations terroristes dans notre pays? La vigilance s'est-elle accrue? Les procédures d'accès à notre territoire pour les prédicateurs extrémistes seront-elles renforcées?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Pour le moment, il n'y a pas de raison d'adapter le niveau de vigilance dans notre pays. Pour l'ambassade américaine comme pour les intérêts américains en Belgique, le niveau d'alerte 3 était déjà en vigueur. La surveillance a été renforcée dans les gares, autour des institutions européennes et de l'OTAN, mais le niveau d'alerte n'a pas été relevé. Si nous relevons le niveau d'alerte, les services de police doivent savoir à quoi être attentifs.

Pour les prédicateurs extrémistes connus, nous exploitons les informations des services de renseignement et de l'OCAM et ces informations sont transmises ensuite à l'Office des Étrangers.

Les décisions sont prises à l'échelon du Comité Interministériel du Renseignement et de la Sécurité sous la présidence du premier ministre.

Les mouvements extrémistes présents dans notre pays font l'objet d'un suivi quotidien. La prière du vendredi dans les mosquées sera particulièrement surveillée. Aucun acte extrémiste n'est cependant prévu actuellement.

13.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Votre réponse me rassure. Il est important que la menace fasse l'objet d'un suivi et que nous prenions des mesures préventives.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 16 h 02.

De vergadering wordt geopend om 14.25 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.

De **voorzitter**: De vragen nrs 2963, 4184 en 4334 van de heer Calvo worden omgezet in schriftelijke vragen.

01 Vraag van de heer Peter Luykx aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het staatsbezoek aan Duitsland" (nr. 3780)

01.01 Peter Luykx (N-VA): Heeft de premier tijdens het staatsbezoek aan Duitsland van 29 en 30 maart 2011 gesproken over de aanpak van het IJzeren Rijn-dossier? Hebben bondskanselier Merkel en president Wulff het gehad over de stappen waartoe Duitsland bereid is? Werd er ook gesproken over de afschaffing van de automatische loonindexering?

01.02 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Mevrouw Merkel was daar niet bevoegd voor de afschaffing van de automatische loonindexering. Wanneer wij elkaar zagen in de Europese Raad is dat echter wel besproken. Ondertussen is men echter ook daar tot betere inzichten gekomen.

Ik heb in de contacten met bondskanselier Merkel wel degelijk over de IJzeren Rijn gesproken. Met president Wulff heb ik daarover iets minder gesproken. Zijn bevoegdheden zijn niet in de eerste plaats gericht op concrete dossiers. Net zoals eerder al gebleken was in het gesprek met de bevoegde minister van Nordrhein-Westfalen, de heer Voigtsberger, bevestigt Duitsland bij nieuwe contacten dat het effectief belang hecht aan de uitvoering van het dossier van de IJzeren Rijn. We zullen ter zake met de drie betrokken landen op een meer gestructureerde manier verder gesprekken voeren.

Op de luchthaven van Frankfurt heb ik een gesprek gehad met DB Schenker, het grootste logistieke bedrijf in Duitsland. Bij het dossier van de heractivering van de IJzeren Rijn kan dat bedrijf een heel belangrijke speler

zijn. Dat is gebeurd toen ik de Europese Centrale Bank bezocht.

Er is ondertussen ook een reactie van Nederland van minister-president Rutte op mijn brief om het dossier opnieuw aan de orde te stellen. De heer Rutte is daartoe bereid. Mevrouw Melanie Schultz van Haegen, de minister van Infrastructuur en Milieu, is aangeduid als gesprekspartner voor onze minister Vervotte. Ik zal op 24 mei in Den Haag met de heer Rutte onder meer het dossier van de IJzeren Rijn bespreken.

Het gesprek met mevrouw Merkel had een positieve conclusie. Op het niveau Berlijn en via de Deutsche Bahn en het Bondsministerie is men bereid om de nodige middelen ter beschikking te stellen. Er is duidelijk afgebakend wat het probleem is, namelijk het verlenen van een vergunning in hoofde van Nordrhein-Westfalen. Een aantal weken voordien heb ik in België een gesprek gehad met de bevoegde minister van Nordrhein-Westfalen, de heer Voigtsberger.

Tijdens mijn bezoek is ook een hele reeks andere inhoudelijke dossiers aan bod gekomen, als daar zijn: de mogelijkheden die de wijziging van het Benelux-Verdrag biedt om niet alleen in Benelux-verband te werken, maar ook de aanliggende grensregio's, zoals Nordrhein-Westfalen en Baden-Württemberg te betrekken bij de Benelux-werking, de kernenergie en het MYRRHA-project, de problematiek van de levering van spooormaterieel en het gemengde contract Bombardier-Siemens voor de GEN.

Met betrekking tot de IJzeren Rijn werd door minister-president Rutte bevestigd dat men bereid is om het gesprek tussen de drie landen op gang te brengen. Ik heb al aan minister Vervotte gevraagd om de nodige stappen te zetten. Ik denk ook dat staatssecretaris Schouppe hierin een rol te spelen heeft. Hij gaat binnenkort naar Leipzig, waar in een breder verband aandacht zal kunnen worden besteed aan het dossier van de IJzeren Rijn.

Bij pleidooien wijst de regering telkens op de Europese mogelijkheden, met de kwalificatie van de IJzeren Rijn als Trans-Europees Netwerk. In het licht van een bepaalde richtlijn is het van belang selecties te maken van transportassen die Europees kunnen worden behandeld. De IJzeren Rijn komt hiervoor in aanmerking.

De **voorzitter**: De eerste minister stelt zijn briefwisseling met de heer Rutte ter beschikking van de heer Luykx.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de overname van Brussels Airlines door Lufthansa" (nr. 2885)

02.01 Katrin Jadin (MR): In 2008 besliste Lufthansa 45 procent van SN Airholding, de moedermaatschappij van Brussels Airlines, te kopen. Het akkoord dat destijds werd gesloten, bepaalde tevens dat Lufthansa een calloptie kreeg om in 2011 de resterende 55 procent van de luchtvaartholding voor een maximum van 185 miljoen euro te verwerven. Naar verluidt heeft Lufthansa die optie onlangs uitgeoefend.

Hoeveel procent van Brussels Airlines heeft Lufthansa momenteel in bezit? Weet u wat de Duitse luchtvaartgroep in dit verband van plan is? Wat zal er gebeuren met de fondsen die door die transactie vrijkomen? Vindt u die overname een goede zaak?

02.02 Eerste minister Yves Leterme (Frans): De luchtvaartondernemingen waarvan sprake zijn private instellingen. Ik kan me er dus niet over uitspreken, aangezien ik niet bevoegd ben voor dit dossier en er al evenmin een grondige kennis van bezit. Ik onderhoud informele contacten met zowel de directie van Lufthansa als de vertegenwoordigers van de Belgische belangen in de luchtvaart en op Brussels Airport. Ik kan u echter geen antwoord geven over de calloptie voor de resterende 55 procent, noch over de bedoelingen van Lufthansa.

Het komt me evenmin toe me uit te spreken over de opportuniteit van een investering door een privébedrijf.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer **Georges Gilkinet** aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "het overleg met de regeringen van de deelgebieden over de begrotingstrajecten in het kader van het stabiliteits- en groeiprogramma van het kernkabinet" (nr. 4059)

03.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Het kernkabinet heeft zich op 13 april gebogen over de cijfers die aan Europa moeten worden voorgelegd in het kader van het stabiliteits- en groeiprogramma. Naar verluidt zou de Vlaamse regering niet alleen geraadpleegd zijn over de Belgische versie van het stabiliteits- en groeipact, maar zou de Vlaamse minister-president ook zijn fiat hebben gegeven voor de begrotingstrajecten van het kernkabinet.

Op welke manier werden de deelgebieden geraadpleegd? Gaf de Vlaamse minister-president zijn goedkeuring in eigen naam of uit naam van zijn regering? Gaven de Waalse en Brusselse minister-presidenten hun toestemming? Wat is het tijdpad voor de Belgische intergouvernementele werkzaamheden? Wanneer zal u de deelregeringen ontmoeten in het kader van een overlegcomité om dat onderwerp te bespreken?

03.02 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Voor de redactie van het deel Entiteit II van het meerjarig stabiliteitsprogramma met betrekking tot de Gewesten en de Gemeenschappen hebben we ons gebaseerd op de cijfers van het netto te financieren saldo 2012 en het meerjarentraject dat de deelgebieden in hun eigen documenten hadden opgenomen.

We hebben het advies van de Hoge Raad van Financiën, een interfederaal orgaan waarin de deelgebieden vertegenwoordigd zijn, nauwgezet gevolgd.

De uitzondering op dat traject heeft hoofdzakelijk betrekking op het jaar 2014. Aangezien we 2013-2014 niet hebben uitgesplitst, konden de bijbehorende saldo's niet nauwkeurig worden uitgesplitst. Dat heb ik informeel besproken met de Vlaamse minister-president.

De vraag of hij het daarmee eens was, is niet aan de orde, want het was niet mijn ambitie om met de deelgebieden een samenwerkingsovereenkomst te sluiten. Ik heb gewoon de cijfers overgenomen die zij zelf aan hun Parlement hebben bezorgd.

Voor het begrotingstraject in zijn geheel ben ik uitgegaan van het advies van de Hoge Raad van Financiën. Vanwege de lopende zaken, de volatiliteit van de saldi en de onderhandelingen over de financieringswet, hebben we op federaal vlak de begrotingsdoelstellingen voor 2014 niet over de verschillende entiteiten uitgesplitst, noch geconsolideerd.

03.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): U hebt dus enkel met de Vlaamse minister-president een informeel contact gehad.

03.04 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): Er was een probleem met de Vlaamse regering, omdat haar standpunt afweek van wat de Hoge Raad van Financiën voorstelde. De politieke keuze van de Vlaamse regering behelsde een evenwicht te bewerkstelligen, maar niet meer dan dat. Toen ik minister-president was, heb ik ervoor gezorgd dat er overschotten waren.

03.05 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik vraag u met elke entiteit op dezelfde manier en zo formeel mogelijk overleg te plegen. Het zou nuttig zijn een overlegcomité bijeen te roepen.

03.06 Eerste minister **Yves Leterme** (*Frans*): In de Grondwet, de bijzondere wetten of het Europees verdrag staat er niets wat de federale regering verplicht of uitnodigt om voor de indiening van het stabiliteitsprogramma een bespreking te organiseren.

03.07 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): De begrotingstrajecten waarover de federale regering een beslissing heeft genomen, hebben wel degelijk een invloed op de deelgebieden en hun regeringen. Men mag zich niet beperken tot de formele inachtneming van de Grondwet of de verdragen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3864 van mevrouw Smeyers is uitgesteld. Vraag nr. 4406 van de heer Dedecker zal morgen in de plenaire vergadering worden gesteld.

04 Vraag van de heer Bruno Valkeniers aan de eerste minister, belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid, over "de berekening van het Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving (VIVES) inzake de tranfers van Vlaanderen naar Wallonië" (nr. 4305)

04.01 Bruno Valkeniers (VB): Onlangs publiceerde het Vlaams Instituut voor Economie en Samenleving (VIVES) van de KULeuven een studie over de transfers tussen de Belgische Gewesten uit intrestlasten op de federale overheidsschuld. Hiermee rekening houdend komt het totaal van de financiële transfers tussen Vlaanderen en Wallonië/Brussel uit op 11 miljard euro per jaar.

Kan de minister deze cijfers bevestigen? Wordt daarmee rekening gehouden bij de begrotingssaneringen in de komende jaren? Welke andere maatregelen kan of zal de regering van lopende zaken uitwerken om te verhelpen aan deze financiële scheeftekening?

04.02 Eerste minister Yves Leterme (Nederlands): Elke studie is waardevol, maar bij deze plaatsten mijn medewerkers vraagtekens bij het wetenschappelijk karakter van een aantal zaken. Ik begrijp dat de heer Valkeniers de vraag stelt, maar een regering van lopende zaken heeft over deze kwestie geen commentaar te geven. Een eventuele wijziging van financieringsstromen tussen Gemeenschappen en Gewesten wordt besproken op een andere plaats en het laat zich aanzien dat daar nu bijzonder veel vorderingen worden gemaakt. Als we nog enkele dagen respijt krijgen, zullen we weten of het probleem wordt opgelost.

04.03 Bruno Valkeniers (VB): Voor de premier was mijn vraag voorspelbaar, voor mij was zijn antwoord al even voorspelbaar. Ik zou hem en zijn medewerkers willen aanraden om de studie van de denkgroep In de Warande nog eens grondig te analyseren. De politieke elite heeft in deze kwestie de neiging om de kop in het zand te steken, maar ik denk dat het thema nog wel als een boemerang zal terugkeren.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 4213 van de heer Ducarme wordt uitgesteld.

We gaan nu over tot de vragen aan de minister van Binnenlandse Zaken. Vraag nr. 3956 van mevrouw Dierick, nr. 4065 van de heer Van den Bergh en nr. 4266 van mevrouw Jadin worden omgezet in schriftelijke vragen. De vragen nrs 4307, 4308 en 4255 van mevrouw Galant worden uitgesteld.

05 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Jacqueline Galant aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verscherpte grenscontroles in ons land als gevolg van de Italiaanse beslissing om aan 25 000 in Lampedusa gestrande Tunesiërs een Schengenvizum uit te reiken" (nr. 4257)

- mevrouw Daphné Dumery aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het invoeren van grenscontroles op het Belgische grondgebied" (nr. 4265)

05.01 Daphné Dumery (N-VA): Vorige week heeft N-VA gepleit voor grenscontroles als wapen tegen de tijdelijke verblijfsvergunningen die onder meer Italië aflevert. Staatssecretaris Wathélet vond dat de huidige gate-controles in Zaventem en in Charleroi volstaan. Volgens hem zijn grenscontroles trouwens een bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken.

Zullen er aan onze grenzen controles worden ingesteld? Waarom worden nu enkel luchthavens in aanmerking genomen, terwijl deze mensen toch vooral via de weg en het spoor komen? Welke andere maatregelen zal de minister treffen om massale migratie tegen te gaan?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De uitvoering van de grenscontroles door de politie valt inderdaad onder mijn bevoegdheid, maar beperkt zich tot het operationele aspect. Het beleid omtrent grensbewaking valt dan weer onder de bevoegdheid van staatssecretaris Wathélet. Op vraag van de staatssecretaris voeren de politiediensten de grenscontroles uit. Er zijn al controles doorgevoerd op vluchten uit Italië om personen van Tunesische origine op te sporen. Tijdens die controles is nagekeken of

betrokkenen kunnen weergeven wat het doel van hun bezoek aan ons land is en of zij voldoen aan alle voorwaarden die een verblijfsvergunning rechtvaardigen.

Ze moeten over genoeg geld beschikken om hun verblijf in ons land te bekostigen en ze moeten een terugvliegticket hebben of genoeg geld om er een te kopen.

Tussen 14 en 18 april zijn op die manier 109 vliegtuigreizen gecontroleerd op Zaventem. Alle passagiers voldeden aan de inkomensvoorwaarden. In Charleroi zijn 16 vluchten gecontroleerd waarbij twee Tunesiërs gevonden werden die niet voldeden aan die voorwaarden. Hun dossier is doorgegeven aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

05.03 Daphné Dumery (N-VA): Zijn er voldoende middelen om grenscontroles te doen mocht staatssecretaris Wathélet ze alsnog invoeren?

05.04 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): In de mate van het mogelijke probeer ik uit te voeren wat mijn collega's mij vragen. De cijfers tonen aan dat er effectief controles gebeurd zijn, zoals staatssecretaris Wathélet mij had gevraagd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter:** De samengevoegde vragen nr. 4162 en nr. 4163, vraag nr. 4322 en vraag nr. 4331 van de heer Jadot worden omgezet in schriftelijke vragen.

06 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de referentieadressen" (nr. 4215)

06.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): De FOD Binnenlandse Zaken zou de gemeenten onderrichtingen hebben gegeven in verband met de aanvragen tot inschrijving onder referentieadres bij een natuurlijke persoon.

Wat zijn de onderrichtingen hieromtrent? Wat verstaat u onder misbruik van dergelijke inschrijvingen? Welke soorten misbruik werden er reeds vastgesteld?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): De algemene onderrichtingen betreffende het houden van de bevolkingsregisters van 1 juli 2010 bieden daklozen de mogelijkheid zich onder referentieadres in te schrijven bij een natuurlijke persoon. Daartoe gelden dezelfde voorwaarden en bepalingen als voor een inschrijving onder referentieadres bij een OCMW. Die mogelijkheid is bedoeld voor welbepaalde groepen van personen, opdat de officiële instanties en de socialezekerheidsinstellingen hen zouden kunnen bereiken.

Om misbruik te voorkomen, wordt de gemeenten gevraagd na te gaan of de aanvrager niet al beschikt over een hoofdverblijfplaats. Soms verklaren personen met een hoofdverblijfplaats die zwaar in de schulden zitten, dat ze dakloos zijn. Ze proberen dan aan een referentieadres te raken, teneinde zich te onttrekken aan hun schuldeisers of aan de deurwaarders.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de blokkade aan het gesloten centrum 127bis en de tegenwerking die de journalisten ondervonden van de politie" (nr. 4347)
- de heer Theo Francken aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de acties tegen de Frontexvlucht naar Afrika" (nr. 4370)

07.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Naar aanleiding van de uitzetting – met een Frontexvlucht – van 60 mensen uit de DRC, hadden demonstranten zich aan een hek van het gesloten centrum 127bis vastgeketend. De journalisten moesten uit de buurt van de demonstranten blijven en mochten niet filmen of fotograferen vanop de nabijgelegen velden.

Is u op de hoogte van die beknotting van de persvrijheid? Wie voerde het bevel over die operatie? Werd er tijdens de verwijdering van de activisten geweld gebruikt?

De **voorzitter**: De hieraan toegevoegde vraag van de heer Francken vervalt.

07.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De Dienst Vreemdelingenzaken en de federale luchtvaartpolitie van de luchthaven van Zaventem hadden de leiding van die operatie. De pers werd op afstand gehouden om de privacy van de betrokkenen te beschermen en veiligheidsproblemen te voorkomen.

Zeventien demonstranten werden administratief aangehouden, omdat ze probeerden de doortocht van de bussen te versperren. Een aantal demonstranten hebben zich vastgeketend en hebben passief weerstand geboden. Het lock-onteam van de federale politie is erin geslaagd ze met een minimum aan geweld los te maken. Er vielen geen gewonden onder de demonstranten.

Twee jonge vrouwen hadden zich vastgeketend aan metalen buizen, die in een vat gevuld met beton staken, dat in het midden van de straat stond. De politie moest dat obstakel langzaam en met behulp van een voertuig verwijderen. Het lock-onteam heeft het beton moeten slopen om de jonge vrouwen, die beschermd werden, los te maken.

(*Nederlands*) Enkel bij een gerechtelijke aanhouding wordt de betrokkene een misdrijf ten laste gelegd. Van elke politionele interventie met dwang en van elke administratieve aanhouding wordt ook een proces-verbaal van inlichtingen opgesteld.

De gebruikers van het NoBorder Network zijn voornamelijk pacifisten, slechts enkelen misbruikten dit voor meer extremistische doeleinden. In een democratische rechtsstaat zijn de overheden verantwoordelijk voor de ordehandhaving, maar mag elke burger zijn of haar mening verkondigen of geweldloos actie voeren.

07.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Toen de journalisten naar de betogers wilden gaan, bevonden de personen die het land zouden worden uitgezet zich nog in het gesloten centrum. Hun privacy werd dus niet bedreigd. Bovendien hebben de Belgische journalisten niet de gewoonte om wie dan ook in gevaar te brengen. Het is belangrijk dat het politieoptreden geëvalueerd wordt en dat er gewezen wordt op het belang van de persvrijheid.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de behandeling door de politie van klachten over homofobie" (nr. 4403)**

08.01 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): De meeste slachtoffers van homogeweld aarzelen nog om een klacht in te dienen. Diverse lokale politiekorpsen hebben experimenten opgezet, zoals in Antwerpen en Luik, en de Brusselse staatssecretaris Bruno Delille heeft een campagne opgestart om slachtoffers ertoe aan te sporen een klacht in te dienen.

Over welke gegevens beschikt u met betrekking tot het geweld op lesbiennes, gays, biseksuelen, transgenderisten en interseksen (LGBTI's)? Beschikt u over cijfermateriaal per Gewest en per sekse?

Is er een toename van de geregistreerde feiten?

Worden klachten van transgenderisten en interseksen in die gegevens opgenomen?

Wat voor een beleid voert de dienst Gelijkheid en Diversiteit van de federale politie ter zake en welke acties heeft die dienst in 2010 ondernomen?

Bestaan er specifieke documenten voor het sensibiliseren van de politieagenten?

Hoe staat het met de samenwerking met de actoren in het veld?

Omzendbrief 14/2006 van het College van procureurs-generaal strekt ertoe de registratie van dossiers met betrekking tot daden met homofobe motieven te verbeteren. Hoe worden de politiemensen hierover geïnformeerd?

Werd de affichecampagne van 2007 ten behoeve van de politieagenten geëvalueerd? Is er een vervolg op gekomen?

Wat voor opleidingen worden er verstrekt over deze diverse realiteiten, en aan hoeveel personen?

Welke raadgevingen worden er gegeven met betrekking tot de opvang van de slachtoffers?

Uit een door het Centrum voor gelijkheid van kansen bestelde studie blijkt dat de meeste geweldfeiten 's nachts plaatsvinden in de omgeving van LGBTI-uitgaansgelegenheden. Wordt er extra aandacht besteed aan het beveiligen van de omgeving van dergelijke gelegenheden? Wat zijn de resultaten van de enquête bij de politiemensen over hun ervaringen op het werk?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Overeenkomstig de wet van 10 mei 2007 worden gevallen van homofobie geregistreerd met een specifieke code. De cijfers uit de ANG voor 2008 en 2009 alsook voor de eerste drie trimesters van 2010 luiden als volgt: 34 in 2008, 56 in 2009 en 43 tot september 2010. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waren er 6 in 2008, 18 in 2009 en 8 tot september 2010. In het Vlaams Gewest waren er 4 in 2008, 8 in 2009 en 10 in 2010. In het Waals Gewest waren er 24 in 2008, 30 in 2009 en 25 in 2010.

De bestrijding van homofobie is een van de pijlers van het gelijkekansenbeleid dat de federale politie voert. Er wordt veel aandacht besteed aan bewustmaking en vorming. Er wordt over deze kwesties thans in een werkgroep gereflecteerd en een enquête met getuigenissen van personeelsleden over hun ervaringen in dit verband kan online worden geraadpleegd. Daaruit blijkt dat er behoefte is aan een netwerk voor LGBTI-personeel. Er zou ook een LGBTI-vereniging moeten worden opgericht.

Er werd een dvd gemaakt met als titel *De ideale politieagent(e)*. De dvd is bedoeld als didactisch materiaal voor alle eenheden van de geïntegreerde politie. De dienst Gelijkheid en Diversiteit van de federale politie publiceert driemaandelijks een nieuwsbrief met daarin good practices waarvan sommige betrekking hebben op het LGBTI-thema.

In de specifieke voortgezette opleiding 'Identiteit, diversiteit en seksuele geaardheid', die sinds 2007 wordt gegeven, wordt benadrukt hoe belangrijk het is om in het proces-verbaal het hokje in verband met homofob geweld aan te kruisen. Transgenderisme en interseksualiteit komen ook aan bod in deze opleiding. In 2010 werd deze opleiding vier keer gegeven en door 53 deelnemers gevolgd. In andere, kortere opleidingen wordt dat thema eveneens behandeld. Het werd trouwens ook in de basisopleiding opgenomen.

Slachtofferzorg is een van de zeven basisfunctionaliteiten van de lokale politie. De beginselen ervan worden uiteengezet in omzendbrief GPI 58 van 4 mei 2007. Indien nodig bieden de gespecialiseerde diensten van de federale politie ondersteuning.

08.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Ik had in 2002 de heer Duquesne om tekst en uitleg gevraagd. Toen werd er wat dat betreft geen opleiding gegeven. Sindsdien is er een duidelijke verbetering merkbaar. Wij moeten met deze feiten rekening houden. Het gaat om kwetsbare personen die het mikpunt zijn van agressie.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Katrin Jadin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de brand in de Hoge Venen" (nr. 4266)

- mevrouw **Linda Musin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de brand in de Hoge Venen" (nr. 4371)

09.01 **Katrin Jadin** (MR): Ik feliciteer de brandweerlieden die met man en macht de recente brand in de Hoge Venen hebben bestreden.

In een interview verklaarde de heer Gilbert, voorzitter van de Fédération Royale des Corps de Sapeurs-Pompiers de Belgique, dat onze brandweer in de Hoge Venen over onvoldoende materieel zou beschikken (met name helikopters), en dat een hervorming zich opdringt.

Heeft België naar aanleiding van de zware branden die Griekenland enkele jaren geleden teisterden, een Europese overeenkomst ondertekend met betrekking tot brandbestrijdingshelikopters en -vliegtuigen?

Welke middelen zal u daartoe uittrekken? Hoeveel zou een meer geschikte brandbestrijdingshelikopter kosten?

09.02 **Linda Musin** (PS): Meer dan 300 brandweerlieden van vijftien Belgische, maar ook Duitse brandweerkorpsen werden opgetrommeld om de brand te bestrijden. Meer dan 70 zware voertuigen en de civiele bescherming werden gemobiliseerd. Een woord van lof voor hun uitstekende werk is hier op zijn plaats.

Werd het provinciaal rampenplan afgekondigd? Wat vindt u van de manier waarop de bevoegde autoriteiten die ramp hebben aangepakt? Verliep de samenwerking tussen de verschillende Belgische diensten en tussen de Belgische en Duitse diensten goed?

Zouden onze civiele veiligheidsdiensten moeten worden uitgerust met vliegend materieel, om zo toegang te hebben tot de zones waar de brandweerauto's niet kunnen komen?

09.03 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Als gevolg van de buitengewone omvang van de brand die eind april in de Hoge Venen uitbrak, werd op 25 april 2011 de provinciale fase van het rampenplan afgekondigd. Ik feliciteer de brandweerlieden en de andere diensten, die geen moeite hebben gespaard.

De Belgische brandweer beschikt over een systeem met helikopters, die vanuit de lucht water op de brand kunnen lozen. Dat systeem behoort niet rechtstreeks tot de brandweerdiensten, maar kan hun ter beschikking worden gesteld. Daartoe moeten ze een beroep doen op de dienst luchtsteun van de federale politie of op de Duitse politiediensten of het Duitse leger (er bestaat een protocolakkoord tussen het Waals Gewest en die twee Duitse instanties). Als onze brandweerdiensten nog bijkomende versterking nodig hebben, kunnen ze een beroep doen op Europese helikoptersteun.

In de Hoge Venen werden brandblushelikopters, die water lozen vanuit de lucht, ingezet die afkomstig waren van de dienst luchtsteun van de Belgische federale politie en van de Duitse politiedienst. De samenwerking verliep blijkbaar op rolletjes.

Aangezien de samenwerking vlekkeloos verliep, lijkt het me moeilijk verdedigbaar om de brandweerdiensten uit te rusten met een duur systeem (8 miljoen euro investeringskosten en 1 miljoen euro werkingskosten per jaar).

09.04 **Katrin Jadin** (MR): Ik kan begrijpen dat, aangezien het samenwerkingsprotocol goed heeft gewerkt voor de inzet van helikopters om de brand te blussen, het niet haalbaar is om onze brandweer daarmee uit te rusten.

Wat me wel verbaast, is dat er geen beroep werd gedaan op de Europese helikoptersteun voor een grote brand als deze. Er zijn veel meren in dat gebied en de zee is niet zo ver: volgens mij hebben we daar een kans laten liggen.

09.05 **Linda Musin** (PS): Als ik hoor hoeveel de investeringskosten bedragen, dan geeft dat inderdaad wel te denken. We kunnen waarschijnlijk nog meer bereiken op Europees niveau.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "rondzendbrief CP3 betreffende organisatiebeheersing in de geïntegreerde politie" (nr. 4286)**

10.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Zopas werd rondzendbrief CP3 over de organisatiebeheersing bij de geïntegreerde politie gepubliceerd. Het is de bedoeling dat het concept van organisatiebeheersing ingang vindt in de politiewerking.

Wordt er voorzien in een tijdpad voor de implementatie? Op welke externe methodologische ondersteuning zullen de politiezones kunnen rekenen? Welke rol is hierbij weggelegd voor de Directie voor bedrijfsvoering en excellente politiezorg? Welke andere diensten kunnen deze ondersteuning garanderen? Hoe wordt bepaald welke audits prioritair moeten worden uitgevoerd? Hoe gebeurt de afstemming tussen de auditdiensten?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Bij het concept van organisatiebeheersing dient eenieder zijn of haar verantwoordelijkheid op te nemen om mogelijke risico's of disfuncties te signaleren en vervolgens aan te pakken of laten aanpakken. Hiermee wijken wij af van het oude top-downprincipe. Om die reden worden in de rondzendbrief geen strikte maatregelen opgelegd die voor iedereen gelden. Bovendien dient ook rekening te worden gehouden met datgene wat al werd opgebouwd of uitgewerkt onder de noemer van organisatiebeheersing. Om beide redenen is er niet voorzien in een tijdpad an sich.

Om toch te vermijden dat de politiediensten de principes niet zouden implementeren, werd in de rondzendbrief wel opgenomen dat de initiatieven ter zake in het volgende veiligheidsplan dienen opgenomen te worden. Elke politiedienst kiest hoe men eraan begint en over welke organisatorische processen men zich prioritair moet buigen.

We bekijken momenteel hoe dit kan worden opgenomen in de volgende nationale veiligheidsplannen, die dit jaar moeten worden voorbereid.

Ook de externe methodologische ondersteuning is de autonome keuze van een korps als dusdanig.

Diverse overheidsdiensten zijn vandaag al begonnen met de implementatie van de principes van organisatiebeheersing, onder meer de FOD Financiën en het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap. Uiteraard kan de Directie voor bedrijfsvoering en excellente politiezorg binnen de federale politie ook hier ondersteuning leveren. De politiedienst kiest uiteraard de ondersteuning die hij het beste acht, gegeven de omstandigheden, de omgeving en de achtergrond van het korps.

In CP3 gaat het over de interne audit, een functie die momenteel in weinig korpsen echt ingevuld is zoals het oorspronkelijk was bedoeld. Het Comité P en de Algemene Inspectie (AIG) hebben in het verleden het standpunt verdedigd dat de eerste rondzendbrief CP3 er moest komen vooraleer zij onderling hun opdrachten op elkaar zouden afstemmen. Mijns inziens is nu aan die basisvoorwaarde voldaan.

10.03 **Koenraad Degroote** (N-VA): Ik maak enig voorbehoud ten aanzien van het tijdpad.

Het incident is gesloten.

11 **Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de minister van Binnenlandse Zaken over "informatie uit bevolkingsregisters in het licht van de privacywetgeving" (nr. 4303)**

11.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Zowat alle lokale besturen organiseren ontvangsten van huwelijksjubilarissen op het gemeentehuis en besteden aandacht aan honderdjarige inwoners.

Dat wordt ook telkens vermeld op de gemeentelijke infokanalen. Dit zou nu echter indruisen tegen de privacywetgeving en het beheer van de bevolkingsregisters. Hierover is onlangs een vergadering georganiseerd met vertegenwoordigers van de FOD Binnenlandse Zaken, het Agentschap Binnenlands Bestuur en de VVSG.

Wat heeft die concreet opgeleverd? Mag men de namen van de betrokkenen nog steeds kenbaar maken aan het Paleis en de provincie, zoals nu gebeurt? Mogen de gemeentebesturen in hun gebruikelijke infokanalen een lijst publiceren met enkel de namen van de betrokkenen?

11.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): In de werkgroep Burgerzaken van de VVSG werd deze problematiek besproken op 10 maart 2011. Er werd beslist dat de administratie van de Vlaamse minister van Bestuurszaken in overleg een rondzendbrief zou opstellen met richtlijnen ter zake voor de gemeentebesturen. Een ontwerp is nu voor advies voorgelegd aan de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer. Wettelijk kan de gemeentelijke administratie de bevolkingsregisters en het

vreemdelingenregister enkel raadplegen voor interne doeleinden, maar dit moet ook niet al te beperkend worden geïnterpreteerd. Een raadpleging met het oog op de uitnodiging van jubilarissen is mogelijk als dit is geregeld door de gemeenteraad of het college. Dat geldt ook voor de informatie bestemd voor het Paleis of de provincie. Publicatie in een gemeentelijk infoblad is ook mogelijk, behoudens bezwaar van de betrokkene.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een bestralingincident tijdens de radiotherapie in een Belgisch ziekenhuis" (nr. 3926)

12.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): Op 29 maart jongstleden werd het FANC er door een ziekenhuis van in kennis gesteld dat een patiënte tijdens een radiotherapeutische behandeling het dubbele van de voorgeschreven stralingsdosis had gekregen en dat die verkeerde dosering huidreacties had veroorzaakt. Naar verluidt hangt het probleem samen met de wijze waarop de dosissen berekend werden en tijdens de bestraling gecontroleerd werden.

Hoe had de procedure, die blijkbaar niet in acht werd genomen, moeten verlopen? Hoe heeft het FANC de controles door het controleorgaan dat toezicht moet houden op de installaties en het gebruik ervan in dat ziekenhuis, na het incident geëvalueerd? Welk gevolg zal u aan dit incident geven? Kan u beschrijven welke controles er worden uitgevoerd en welke instructies er gegeven worden om dergelijke fouten te voorkomen?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Voor elke radiotherapeutische behandeling wordt er onder de verantwoordelijkheid van de arts een procedure opgesteld. Daarin worden de verschillende stappen van de behandeling beschreven en staan er maatregelen om het foutenrisico zo veel mogelijk te beperken. Ze omvat algemene veiligheidsmaatregelen, bijvoorbeeld met betrekking tot de correcte identificatie van de patiënt, en meer specifieke maatregelen in verband met bijvoorbeeld het richten van de stralingsbundel, de afbakening van het te bestralen gebied en de toe te dienen stralingsdosis.

Er bestond een procedure voor het aangehaalde geval, maar die werd niet nageleefd. Een kopie van de procedure én het gedetailleerde verslag over het incident, met de analyses en conclusies van de betrokken dienst radiotherapie, alsook de correctieve maatregelen die werden genomen om een herhaling van het incident te voorkomen, werden aan het FANC bezorgd.

Ondanks dit verslag blijft het behoorlijk onduidelijk waarom de procedure niet werd nageleefd. Het FANC zal dat in de komende dagen ter plaatse onderzoeken, samen met de behandelende arts, de medische stralingsfysicus, de verpleegkundigen en de kwaliteitscoördinator.

Het staat aan de exploitant van de radiologische inrichting om erover te waken dat er adequate programma's voor kwaliteitszorg worden uitgevoerd. Daartoe moet hij samenwerken met een expert in de medische stralingsfysica.

Het FANC zal het incident diepgaand analyseren, en zal een beschrijving van het incident en van de correctieve maatregelen bezorgen aan de andere centra voor radiotherapie, teneinde te voorkomen dat zo een incident zich zou herhalen.

Bovendien organiseert het FANC rondetafels met de sector van de radiotherapie om incidenten te voorkomen.

De tweede actie van het FANC bestond uit het implementeren van een driejaarlijks auditprogramma voor de bestralingstoestellen. Eind 2011 zullen alle toestellen mechanisch en dosimetrisch getest zijn.

Een ander aspect betreft het systeem voor kwaliteitsbeheer, dat bij alle diensten voor radiotherapie moet worden toegepast. Daarnaast heeft het FANC een overeenkomst gesloten met de FOD Volksgezondheid en het College der Geneesheren Radiotherapie opdat dit jaar vijf radiotherapieafdelingen een kwaliteitsambtenaar in dienst zouden kunnen nemen, die bezoldigd wordt door Volksgezondheid. In totaal zullen de komende vijf jaar 25 diensten van deze maatregel gebruik kunnen maken.

Wanneer dat systeem in werking zal zijn gesteld, zal het College der Geneesheren Radiotherapie het

doorlichten en indien de resultaten positief zijn, zal er een kwaliteitslabel voor een periode van vijf jaar worden toegekend.

12.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen!): U heeft het op geen enkel moment over een controleorganisme gehad dat de controles uitvoert wanneer het Agentschap dat niet doet. Ik zal de site raadplegen om kennis te nemen van de resultaten van de uitgevoerde werkzaamheden.

Over een maand zal ik misschien opnieuw een vraag stellen over dat incident, waarover er nog altijd geen heldere uitleg werd verstrekt.

Het incident is gesloten.

13 Samengevoegde vragen van

- de heer **Éric Thiébaud** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de mogelijke terreurdreiging in ons land naar aanleiding van de dood van Al Qaedaleider Osama bin Laden" (nr. 4394)
- mevrouw **Ingeborg De Meulemeester** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheid van ambassades in België na de dood van Osama bin Laden" (nr. 4402)
- de heer **Jan Van Esbroeck** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verhoogde terroristische dreiging" (nr. 4411)

De **voorzitter**: Vraag nr. 4402 van mevrouw De Meulemeester wordt morgen in de plenaire vergadering gesteld. De heer Thiébaud is verontschuldigd.

13.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Na de dood van Osama bin Laden volgden oproepen tot wraak en geweld. Ik heb de indruk dat er wereldwijd een verhoogde dreiging voor terroristische aanslagen is. In ons land blijft het terreuralarm op niveau 2, uitgezonderd de Amerikaanse ambassade en haar instellingen, waarvoor het alarmniveau naar 3 is opgetrokken.

Besteden de veiligheids- en inlichtingendiensten extra aandacht aan de opvolging van extremistische organisaties in ons land? Is er een extra waakzaamheid? Zullen we dan ook de toegangsprocedures voor extremistische predikers tot ons land verstrengen?

13.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Er zijn geen redenen om het dreigingsniveau voor ons land op dit ogenblik aan te passen. Voor de Amerikaanse ambassade was het dreigingsniveau al 3 en ook alle Amerikaanse belangen in ons land worden nu op het niveau 3 gebracht. Er is een verhoogde waakzaamheid voor de stations, de Europese instellingen en de NAVO, maar geen verhoging van het dreigingsniveau. Als we het dreigingsniveau verhogen, moeten we de politiediensten kunnen zeggen waarop zij moeten letten.

Voor gekende extremistische predikers wordt er gewerkt met de informatie van de inlichtingendiensten en het OCAD, informatie die aan de DVZesignaleerd wordt.

De beslissingen worden op het niveau van het interministerieel comité voor Inlichtingen en Veiligheid genomen onder voorzitterschap van de eerste minister.

Dagelijks worden de extremistische bewegingen in ons land opgevolgd. Er zal extra worden opgelet tijdens het vrijdaggebed in de moskeeën. Er worden echter momenteel geen extremistische daden verwacht.

13.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Het antwoord stelt mij gerust. Het is belangrijk dat de dreiging opgevolgd wordt en dat we preventief te werk gaan.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.02 uur.